



Evaluation de la stratégie d'infection généralisée

Une idée contre l'épidémie 19 serait de laisser le virus volontairement se répandre dans la population. L'espoir serait de réduire les coûts économiques et de mettre fin à l'épidémie lorsqu'une majorité de la population aurait été infectée. Mais cette stratégie repose sur des bases très peu solides et occasionnerait des coûts économiques, sociétaux et sanitaires massifs.

Certaines voix appellent à laisser courir l'épidémie de Sars-CoV-2 dans la population. Le but serait d'atteindre une «immunité de groupe» qui stopperait les infections avec un impact plus faible sur l'économie. Notre analyse montre cette approche, au contraire, générerait des coûts économiques, sociétaux et sanitaires plus importants que la stratégie actuellement poursuivie, qui est de garder le plus faible nombre d'infections possibles. Elle est à rejeter.

Premièrement, il n'est absolument pas certain qu'une infection produise une immunité solide et durable, notamment dans les cas peu sévères de Covid-19. Les données suggèrent que l'immunité acquise est peut-être aussi faible que celle dans le cas des coronavirus responsables de nombreux refroidissements récurrents, et il n'y a pas d'indices d'immunité croisée avec ceux-ci. Si les gens infectés ne sont que protégés partiellement et temporairement, ils pourront être réinfectés plusieurs fois, ce qui empêcherait d'atteindre une immunité collective solide à travers les infections. Il faut souligner que les vaccins efficaces (par exemple contre la rougeole ou la polio) octroient au contraire une immunité solide et durable.

Laisser courir l'épidémie aurait un énorme impact sanitaire. Environ les deux tiers de la population devraient être infectés pour espérer freiner l'épidémie, avec plusieurs dizaines de milliers de morts dus au Covid-19 (la mortalité est estimée à 0,5-1% en Suisse). Protéger les populations à risque serait extrêmement difficile, car le virus se propage avant que les gens n'aient des symptômes. Le nombre de morts augmenterait dramatiquement si l'épidémie ne pouvait être maîtrisée et provoquait l'effondrement du système sanitaire suisse. Pour éviter ce dernier, le nombre de gens simultanément traités aux soins intensifs ne devrait pas dépasser environ un millier. Cela prendrait alors au moins un an pour infecter seulement la moitié de la population et commencer ainsi à freiner l'épidémie (dans le cas où l'immunité acquise par l'infection s'avérerait solide et de longue durée, ce qui est loin d'être certain). Les populations peu à risque seraient également touchées: 10% à 30% des personnes ayant eu une forme non-sévères du Covid-19 ont des symptômes plus d'un mois après le diagnostic.

On pourrait espérer que laisser courir l'épidémie permettrait d'alléger les mesures de prévention et ainsi les coûts sociaux et économiques. Mais ce n'est pas le cas, car l'intensité des mesures ne stabilise pas le nombre d'infections quotidiennes à un niveau constant, mais détermine son taux de croissance ou de décroissance. Ainsi, contrôler l'épidémie avec un nombre important de personnes infectées exige des mesures plus drastiques qu'avec un nombre faible. En effet, un nombre peu élevé de cas permet le traçage des contacts et l'isolement d'un nombre restreint de gens. L'économie souffre moins et les libertés individuelles sont mieux respectées avec l'approche actuelle de garder un nombre le plus bas possible en attendant un vaccin. Il est important que la Confédération explique clairement sa stratégie à court et à moyen terme pour gérer l'épidémie.

Voir également les résumés [Evaluation des facteurs de risque du Covid-19](#) et [Communiquer clairement pour endiguer l'épidémie](#).